

Ouvrir le TPP au monde

La croissance aujourd'hui ne vient plus principalement des échanges. Ce sont les politiques internes des grandes économies qui pourraient faire la différence si elles s'attaquaient au double problème de l'innovation et de la meilleure distribution de la richesse.

PIERRE DEFRAIGNE

Directeur exécutif
du Centre Madariaga
– Collège d'Europe.
Directeur général
honoraire
à la Commission
européenne.

■ En œuvrant à l'ouverture du TPP (accord commercial transpacifique) au lieu de persister dans la voie du TTIP, l'Europe ferait prévaloir une vision systémique large sur une approche mercantiliste et dépendante.

Le monde unifié et façonné par la globalisation est au carrefour de deux routes: l'unité ou la division en blocs rivaux et, un jour, antagonistes. L'entremise de l'Europe peut et doit faire la différence. Exclusivement absorbée par ses problèmes internes – la consolidation de l'euro et le choc de l'immigration – l'Europe a, depuis une décennie, inscrit sa politique commerciale dans la stratégie de "la libéralisation bilatérale compétitive" définie en 2003 par Robert Zoellick, le négociateur américain. Cette stratégie, à la fois géoéconomique et géopolitique, débouche aujourd'hui sur les deux développements critiques que sont le TPP et le TTIP lesquels consacrent le rôle de charnière de l'Amérique entre Pacifique et Atlantique tout en excluant la Chine et les autres BRICS. Une tentative d'imposer un ordre économique occidental et donc un pari stratégique dangereux pour l'unité du monde!

Le TPP, d'abord un traité de libre-échange

L'accord commercial transpacifique (TPP) s'est conclu le 5 octobre 2015 à Atlanta; il rassemble 12 pays, avec l'Amérique et sans la Chine. Le TPP, à la différence de son symétrique, le TTIP, est surtout un accord de libre-échange axé sur l'accès au marché par élimination des tarifs et des quotas plutôt que sur la définition de normes et règles communes, alors que le TTIP est d'abord un traité normatif, ce qui lui confère son caractère controversé.

Dans les règles communes du TPP, on trouve néanmoins des clauses sociales et environnementales, la lutte contre la corruption, la protection – toutefois excessive – des médicaments originels contre les génériques et l'assujettissement des entreprises d'Etat aux normes applicables aux firmes privées. Cette restriction au contrôle public des entreprises d'Etat constitue une concession importante du Vietnam communiste, soucieux de diversifier son commerce,

presque exclusivement tourné vers la Chine, son ennemi séculaire. Tous les partenaires du TPP ont à l'esprit cette diversification en même temps que le souci d'ancrer la puissance stratégique américaine dans une Asie de l'Est exposée à des différends territoriaux avec la Chine, tout en étant paradoxalement très intégrée à l'économie chinoise. Le TPP comporte aussi un mécanisme d'arbitrage privé au profit des investisseurs.

Imaginons que le TPP soit ratifié...

En revanche, à la différence du TTIP, comme il s'agit de constituer une zone de libre-échange et non un marché intérieur, il n'existe pas d'organisme commun de supervision de la normalisation interne. Les textes

du Traité sont encore secrets et les ratifications doivent encore passer le test des élections canadiennes cette semaine et de l'élection présidentielle américaine – et donc des primaires – l'an prochain.

Faisons pourtant l'hypothèse, raisonnable, que le TPP ne comporte pas de vice caché et qu'il sera bien ratifié. Com-

ment exploiter le TPP pour ramener l'organisation du commerce mondial dans l'axe de l'unité et du multilatéralisme? Deux puissances commerciales tierces sont concernées au premier chef par le TPP et tout d'abord à cause de l'effet d'éviction qu'elles vont subir dans un marché transpacifique qui constitue 40% des échanges mondiaux.

La Chine a besoin de ce marché pour sa croissance en phase de ralentissement et bien entendu l'Europe ne peut s'offrir le luxe d'être handicapée sur les marchés des Douze par des tarifs et des

quotas que les partenaires du TPP auraient éliminés entre eux. Pour l'Europe le TTIP ne réglerait que l'accès au marché américain. Par ailleurs, l'Europe a-t-elle intérêt au ralentissement de la croissance chinoise, c'est-à-dire du seul grand marché intérieur en expansion dans le monde? Qu'en est-il des autres grands absents, eux aussi concernés, ainsi le Brésil et la Russie, tous deux en crise?

Comme l'économie américaine, de loin la plus importante, est déjà relativement ouverte, l'effet de la libéralisation

par le TPP sera modeste pour les douze. Par ailleurs, la croissance aujourd'hui ne vient plus principalement des échanges. Ce sont en effet les politiques internes des grandes économies qui pourraient faire la différence si elles s'attaquaient au double problème de l'innovation et de la meilleure distribution de la richesse, notamment par restructuration de la dette souveraine et lutte contre l'optimisation fiscale. Toutefois, malgré le nécessaire recentrage sur les politiques internes de croissance et de redistribution, la libéralisation des échanges reste un adjuvant utile. Comme le TPP aura un effet limité du fait de sa couverture géographique restrictive, son extension à d'autres grands acteurs commerciaux accroîtrait son impact sur la croissance mondiale.

Les avantages d'une ouverture

Ouvrir le TPP à l'Europe, à la Chine et à d'autres, et le transformer en avancée du libre-échange plurilatéral ouvert, présente plusieurs avantages. Tout d'abord, cette ouverture permettrait à l'Europe de sortir du piège du TTIP qui soumet la normalisation interne à l'influence des lobbys américains; elle gagnerait ainsi un espace pour la préservation de ses préférences collectives et pour l'émergence de groupes industriels véritablement européens dans les secteurs à haute

technologie et à forte connotation stratégique. Ensuite, reproduisant, à une échelle moindre, l'effet structurant de son entrée dans l'OMC en 2001, elle aiderait la Chine à lever les résistances internes aux réformes en vue de la stimulation de la demande intérieure par la redistribution et l'assainissement de l'environnement. Enfin, cette ouverture permettrait également de faire converger les modèles chinois et vietnamien vers une gouvernance plus cohérente avec la loyauté des échanges.

En œuvrant à l'ouverture du TPP au lieu de persister dans la voie du TTIP, l'Europe ferait prévaloir une vision systémique large sur une approche mercantiliste et dépendante. Bien entendu, elle devrait proposer la nouvelle version – publique et multilatérale – du Tribunal d'arbitrage avancée par la Commission pour le TTIP.

Par ailleurs l'UE ne restera une grande puissance commerciale, capable d'exploiter le potentiel de croissance d'une libéralisation accrue, que si elle peut compter sur un mécanisme interne de solidarité et sur une politique industrielle européenne axée sur les secteurs stratégiques à haute technologie, à l'instar de ses plus grands partenaires.